Quelle place les femmes occupent-elles dans l'Histoire ?



Il y a un peu plus de 70 ans, en 1944, les chimistes allemands Otto Hahn et Fritz Strassman reçurent le prix Nobel de Chimie pour la découverte de la fission nucléaire. Bien que celle-ci soit l'aboutissement de recherches réalisées en collaboration avec Lise Meitner, cette physicienne n'a cependant jamais reçu de prix Nobel.

Ce phénomène d'invisibilisation des découvertes scientifiques des femmes pour les attribuer seulement à leurs homologues masculins se nomme « effet Matilda ». Il s'agit d'une théorie, développée par le sociologue Robert King Merton, faisant référence à la féministe américaine du XIXème siècle Matilda Joslyn Gage qui dénonçait le fait que les hommes s'attribuaient les pensées intellectuelles des femmes.

Nous pouvons alors nous demander quel est le statut des femmes dans l'Histoire ? Sur le plan social, quels sont les facteurs et les conséquences de cette notion « d'invisibilisation de la femme » ?

A l'aide de deux tribunes du journal <u>Le Monde</u> publiées respectivement le 14 décembre et le 11 octobre 2018, nous essaierons de répondre à ces questions.

Dans un premier temps, l'historienne Cécile Beghin, membre du bureau de l'association Mnémosyne, professeure agrégée d'Histoire en lycée, déplore le fait que le Conseil supérieur des programmes ne mette pas les rôles qu'ont incarnés les femmes dans l'Histoire à leur juste place. Le nom de ce regroupement de personnes provient du grec ancien [$Mv\eta\mu\sigma\sigma\dot{v}v\eta$], déesse de la Mémoire, fille d'Ouranos [$O\dot{v}\rho\alpha\dot{v}\varsigma$] et de Gaïa [$\Gamma\alpha\ddot{v}$]. Des unions de Mnémosyne et de Zeus [$Z\varepsilon\dot{v}\varsigma$] naquirent les célèbres neuf muses [$Mo\tilde{v}\sigma\alpha$].

Dans un second temps, nous avons Nathalie Heinich, sociologue, qui dénonce le principe d'« invisibilisation de la femme parce que femme ». Elle voudrait que les statuts de chercheuse, de scientifique, d'intellectuelle... soient respectés à leurs justes titres.

Tout d'abord, d'après l'historienne, on observe un « recul de trente ans » dans les nouveaux programmes d'Histoire du lycée. Nous verrons comment ce phénomène s'est mis peu à peu en place (I). Puis, nous étudierons le principe du sexisme universitaire et comment arriver à le discréditer sur tous les plans afin de faire mentir le propos scandaleux de certains comme Henri Michaux affirmant que « même si tu as eu la sottise de te montrer, sois tranquille, ils ne te voient pas » (II).

Mnémosyne œuvre au développement des femmes et du genre. Cécile Beghin déplore le fait que le conseil supérieur des programmes (CSP) n'ait pas consulté l'association – ni aucune autre travaillant sur l'égalité hommes-femmes – bien que celle-ci ait fait une demande en ce sens. L'historienne caractérise les programmes du lycée d'un « roman national ». « National » puisqu'il porte sur la construction de la France et de ses évolutions politiques, « roman » car il s'agit en réalité d'une Histoire stéréotypée, datée et essentiellement masculine. Et les femmes ? Simplement quelques personnages prétextes.

« L'égalité des filles et des garçons constitue une obligation légale et une mission fondamentale pour l'Education nationale » (loi de 1989).

Bien que ce principe tende vers l'égalité, celui-ci n'est pas appliqué dans la vie pratique. En effet, le choix de n'accorder que si peu de place à l'Histoire sociale et culturelle dans les programmes de 1ère signifie que les femmes sont oubliées, mises à l'écart. Les cours d'Histoire et d'enseignement moral et civique ne sont a fortiori pas conçus pour enseigner l'égalité hommes-femmes à l'heure actuelle.

Cécile Beghin rappelle que les historiennes ont pu être auparavant entendues et que les programmes de 2010 en portent la trace. Cela est en grande partie dû au travail, concernant la question de la place des femmes dans les programmes, mené par des historiennes comme Michelle Perrot ou Françoise Thébaud ainsi que par l'association Mnémosyne dans les années 2000. En effet, le contexte peu après le vote de la loi sur la loi de parité, datant du 6 juin 2000, était favorable au changement. On peut alors parler de « recul » concernant aujourd'hui.

« L'Histoire des femmes et du genre reste un domaine polémique et ultrasensible en France ». Certains considèrent cette démarche comme une « simple forme d'activisme féministe ». Mais il porte une véritable valeur scientifique. Ces changements dans les programmes pourraient inquiéter certaines institutions, certains groupes, certaines personnes.

Le réel enjeu de ces démarches mises en place par l'association Mnémosyne et tant d'autres est qu'à long terme, les jeunes Français-es, futur citoyen ou future citoyenne, puissent avoir « accès à une histoire de France renouvelée, enrichie » à travers plus de mixité dans l'Histoire enseignée.

Après avoir présenté dans un premier temps le sentiment de « recul de trente ans » et ce qu'il faudrait concrètement mettre en œuvre pour y remédier, nous verrons en quoi consiste le sexisme universitaire, ses origines et ses conséquences et comment le discréditer.

La tribune de Nathalie Heinich vient compléter l'appel des historiennes « pour mettre fin à la domination masculine en histoire » publié par le journal <u>Le Monde</u> le 3 octobre de la même année, soit une semaine auparavant. En effet, la sociologue considère que l'inégalité des femmes aux postes les plus prestigieux n'est que la face émergée de l'iceberg d'une injustice plus profonde encore : « l'invisibilisation des apports théoriques, des créations conceptuelles, lorsqu'elles ont pour auteur des femmes ».

Nathalie Heinich prend comme exemple Pierre Bourdieu, considéré comme l'un des plus importants sociologues de son époque, ayant publié <u>La Domination masculine</u> en 1998 (Seuil). Ce dernier dénonce dans son livre la domination des femmes par les hommes. Noble cause. Or celui-ci a paradoxalement « oublié » de citer l'ouvrage de sa collègue Françoise Héritier, <u>Masculin-Féminin</u>, paru deux années auparavant. Leurs thèmes étaient très proches, d'autant plus que le livre de l'essayiste « avait fait suffisamment parler de lui pour qu'on ne puisse faire l'hypothèse que son confrère ait pu passer à côté »... Bourdieu n'a pourtant pas envisagé le problème. « Le comble de l'invisibilisation, c'est qu'elle reste invisible y compris pour ceux qui la pratiquent »... et la dénoncent!

En effet, il n'est pas seulement question de « machisme » mais, plus largement, d'un sexisme bien trop répandu dans le monde intellectuel, ancré dans une réflexion commune. Prenons un fait-divers, une journaliste scientifique chargée de faire le bilan d'une journée d'études oublie de mentionner la seule femme parmi les six intervenants. Des exemples, il en existe, par centaines, par milliers même : « [...] des plagiats plus ou moins flagrants des idées publiées par des femmes [...] absence du nom de la femme auteur d'un concept dans la même phrase où un autre concept est nommément rapporté à son auteur homme [...] « oubli » dans un ouvrage de synthèse d'une contribution due à une femme bien que l'auteur de l'ouvrage en question ait reconnu en privé son importance [...] ».

De plus, la victime devient dans de nombreux cas l'accusée! L'équation « signe de protestation d'une femme » = « prétention » est une manière de penser – malheureusement – ancrée dans l'opinion commune, de sorte que la victime de l'invisibilisation devient accusée de prétention. Certaines personnes pensent donc que nous les femmes, nous n'avons pas à nous plaindre puisque « nous avons les médias ». Or ce que l'on cherche c'est une reconnaissance par les pairs, ne plus avoir de distinction concernant la reconnaissance d'un homologue qu'il soit masculin ou féminin.

La question qui vient souvent à la suite d'un débat pour les droits des femmes est « Et les hommes ? ». En effet, certains hommes sont invisibilisés, mais cela reste à « titre exceptionnel, alors que pour les femmes c'est systématique ».

Peut-être que certains peuvent encore rétorquer qu'il n'est pas toujours question de féminisme, de la femme, peut-être que celle-ci a tout simplement des propositions allant à contre-courant de l'esprit du temps... en effet cela peut être possible, mais de manière aussi récurrente ? « De tels manquements à la déontologie académique ne se produiraient pas aussi systématiquement, aussi innocemment » comme l'affirme la sociologue Nathalie Heinich.

Il s'agit d'un véritable « phénomène systémique » que l'on peut qualifier d'analogue au plafond de verre dans les entreprises et les administrations, plus précisément « un plafond de verre proprement universitaire, en vertu duquel une femme, implicitement, n'est pas autorisée à prétendre à un certain niveau d'ambition théorique ».

La sociologue cherche des solutions et n'est pas d'accord avec les historiennes (auteures de l'article du 3 octobre) quant au fait d'établir une quelconque « parité » car dans ce contexte, la population est déséquilibrée (au profit des hommes), pour elle « seule a du sens la recherche d'une proportion équilibrée » comme inscrit dans la loi. L'enjeu n'est pas alors l'égalité mais plutôt l'équité, nous devons refuser d'être invisibilisées parce que femmes. Ce qui est réclamé ici, c'est donc la prise de conscience du problème, la vigilance quant à celui-ci.

En conclusion, les femmes dans l'Histoire ne sont pour une immense majorité pas jugées à l'aune de leur mérite. Ce problème est en partie dû aux programmes d'Histoire qui n'abordent pas suffisamment l'aspect social et culturel mais aussi (et par-dessus tout ?) au sexisme universitaire correspondant à l'invisibilisation de la femme parce que femme, à l'absence de mérite leur revenant pourtant.

Lors du dernier concours d'éloquence de la Fondation des Femmes, Ynaée Benaben a reçu le prix Gisèle Halimi 2018, elle rappelle notamment que « tous les 3 novembre, les femmes disparaissent. Bon, pour être plus exact leurs salaires disparaissent. Du fait de l'inégalité salariale existante et bien portante en France aujourd'hui, les femmes travaillent gratuitement tous les ans à partir du 3 novembre à 11h44». Manière de rappeler que le problème est polymorphe, politique, social, culturel, professionnel... et économique, bien sûr...

Flore DELBOSC (TS4), le 30 décembre 2018